

Le budget—M. Cardiff

seront indexées sur le prix obtenu par l'agriculteur pour ses produits.

Cette mesure vise deux objectifs. D'une part, canaliser tout d'abord nos ressources vers ceux qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les agriculteurs qui ont de sérieux problèmes d'endettement, mais des perspectives satisfaisantes à long terme pour peu qu'on les aide. D'autre part, éviter que les agriculteurs déboursent trop pour financer leurs réserves en liquidités qui sont plus faibles parce que les prix agricoles sont à la baisse.

Le programme de prêts basés sur le prix des denrées agricoles n'est qu'un des éléments du programme de financement de l'agriculture. Le budget accorde également des fonds supplémentaires à la Société du crédit agricole, à d'autres fins.

Premièrement, grâce à une nouvelle injection de fonds la Société n'aura plus à emprunter autant pour répondre aux demandes de prêts. Ainsi, elle pourra continuer à maintenir ses taux d'intérêt au niveau le plus bas possible.

Deuxièmement, le budget lui octroie l'argent nécessaire pour participer à l'examen de la dette agricole. Grâce à cet argent, la SCA pourra négocier avec les cultivateurs pour réaménager leur dette ou même la réduire sans avoir à demander à ses autres emprunteurs d'absorber les pertes en payant des taux d'intérêt plus élevés. Jusqu'ici, lorsque la Société du crédit agricole perdait de l'argent sur certains prêts, elle devait hausser ses taux d'intérêt pour compenser les pertes.

Nous savons également qu'elle finance surtout des producteurs dans l'incapacité de trouver des capitaux ailleurs. La Société du crédit agricole aura un portefeuille de prêts équilibré qui lui permettra de répondre à un plus grand nombre de demandes, ce qui contribuera à équilibrer son portefeuille.

Cela m'amène à un autre élément du programme de financement agricole à savoir la loi créant des comités d'examen de la dette. Les cultivateurs menacés de faillite obtiendront un sursis. Pendant ce temps, ils seront entièrement protégés contre toute action en justice intentée par leurs créanciers. En même temps, ils ont le choix de comparaître devant un comité impartial en vue de prendre d'autres dispositions avec leurs créanciers.

Au sujet des comités d'examen de la dette agricole, Jack Wilkinson, deuxième vice-président de la Fédération de l'agriculture de l'Ontario, a déclaré: «Nous voulons simplement un examen juste des saisies par une tierce personne».

Toutes ces mesures ont pour objet de permettre aux agriculteurs de rester en activité. Cependant, comme nous le savons tous, certains d'entre eux ne peuvent pas le faire. C'est pourquoi la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{lle} MacDonald) prépare actuellement un programme de réorientation destiné aux agriculteurs. Les fonds qui seront alloués à ce programme sont prévus dans le budget à l'étude et nous donnerons bientôt tous les détails à ce sujet. Le programme visera à faciliter la réorientation des agriculteurs en leur offrant des services d'orientation professionnelle, de recyclage et d'aide financière.

Nous avons annoncé dans le budget une autre mesure qui intéresse particulièrement les agriculteurs, à savoir le programme de remboursement de taxes sur les carburants agricoles, qui sera prolongé une année de plus, jusqu'au début de 1988. Cette mesure permettra aux producteurs primaires d'économiser 120 millions de dollars en frais de production.

En outre, nous avons examiné les plaintes des agriculteurs concernant la lourde paperasserie imposée dans le cadre de ce programme et nous y avons répondu. Le ministre du Revenu national (M. MacKay) annoncera bientôt les détails d'une nouvelle méthode pour réclamer le remboursement et surtout pour calculer l'utilisation des carburants à des fins routières.

Le ministre de l'Agriculture (M. Wise) annoncera également des mesures visant à aider les tabaculteurs à diversifier leurs cultures.

Ces nombreuses initiatives prises au nom des agriculteurs canadiens prouvent l'engagement du gouvernement à l'égard de l'agriculture. Notre bilan dans ce domaine n'a rien à envier à personne.

Quand les agriculteurs des Prairies ont été victimes de la sécheresse, nous avons réagi en leur offrant un programme d'aide de 150 millions de dollars. Au cours des dernières élections fédérales, nous avons fait 16 promesses aux agriculteurs canadiens et nous y avons donné suite. Nous avons promis de supprimer l'impôt sur les gains en capital découlant de la vente des propriétés agricoles et nous avons tenu notre promesse en accordant une exemption de \$500,000.

Nous avons promis de nouvelles initiatives de financement. Elles sont prévues dans ce budget. Nous avons proposé un programme de conversion des taux d'intérêt de 80 millions de dollars, un programme d'hypothèques à risque partagé, la diminution des taux d'intérêt de la SCA, outre les nouvelles initiatives prévues dans le budget à l'étude.

Nous avons promis de modifier la Loi de stabilisation du grain de l'Ouest en vue de faciliter les paiements anticipés et nous avons tenu notre promesse en versant près de 522 millions de dollars, en grande partie au printemps, avant les semences.

Nous appliquons une politique laitière à long terme. C'est la première fois que le gouvernement adopte une telle politique depuis 1980, date de l'expiration de l'ancienne politique laitière, je crois. Jusqu'à tout dernièrement, les producteurs laitiers du pays fonctionnaient sur une base annuelle et nous sommes heureux d'annoncer que le gouvernement a pu adopter une politique laitière quinquennale qui garantit la sécurité et l'avenir de l'industrie laitière.

C'est à mon avis un secteur dont nous avons tout lieu d'être fiers dans notre pays, non seulement pour la qualité de ses produits, mais également pour la production des Holsteins, renommées à travers le monde. Nous avons réussi à offrir une race excellente aux autres pays, ce qui nous a ouvert de nombreuses portes.

Nous avons adopté le double étiquetage pour tous les produits chimiques agricoles. La liste est longue.

Le gouvernement a pris des mesures au nom des agriculteurs canadiens en proposant plus de 180 initiatives représentant au total plus de 3,8 milliards de dollars. Le gouvernement continuera d'agir. Nous allons continuer de collaborer avec les agriculteurs pour assurer leur prospérité. Je crois que nos producteurs de produits alimentaires sont prêts à relever le défi. Ce sont eux qui fournissent les denrées essentielles. Tous, nous consommons et utilisons leurs produits. Je suis fier de nos producteurs agricoles à cause de la qualité de leurs produits. Ils ne le cèdent en rien aux producteurs des autres pays pour ce qui est de la qualité et de l'intérêt qu'ils manifestent. Par la même occasion, ils ont conçu et instauré des programmes destinés à conserver et à préserver les sols pour l'avenir. Je